

3.3. Reconnaissance des réviseurs d'entreprises dans d'autres Etats membres de l'Union européenne ou dans des pays tiers

3.3.1. Eléments clés identifiés grâce à cette étude

- La tendance générale est à une stabilité dans les déclarations d'enregistrement dans d'autres pays/états.
- Le Conseil supérieur est interpellé par le fait qu'il a été amené à constater l'existence d'incohérences entre les informations trouvées sur les différents registres publics.
- Une vérification et une corroboration des informations entre les différentes entités en charge de la supervision publique des contrôleurs légaux des comptes au sein de l'Union européenne est indispensable en la matière.

3.3.2. Objet de l'étude

L'objet de l'étude empirique effectuée par le Conseil supérieur est d'identifier quels réviseurs d'entreprises (personnes physiques et personnes morales) ont une reconnaissance dans un autre pays (que ce soit de l'Union européenne ou en dehors de l'Union européenne) pour effectuer des missions de contrôle légal des comptes.

Cette étude a été initiée en 2011 et arrêtée en date du 30 avril 2012. Eu égard à la vitesse à laquelle la situation des cabinets change, cette étude, est publiée ci-après dans le rapport annuel 2011 du système belge de supervision publique des réviseurs d'entreprises, au titre des activités du Conseil supérieur.

3.3.3. Méthodologie retenue

Aucune information de nature confidentielle n'a été utilisée pour effectuer cette étude de nature empirique. En effet, la mission confiée par le législateur au Conseil supérieur des Professions économiques porte sur les différents aspects généraux de la profession (notamment l'approbation des normes et des recommandations) et ne porte pas sur un contrôle systématique d'informations ayant trait à un réviseur d'entreprises déterminé (qu'il soit personne physique ou personne morale).

La source première d'information utilisée est celle renseignée par les professionnels eux-

mêmes sur internet par le biais du registre public des réviseurs d'entreprises.

3.3.4. Corroboration des informations collectées et partant de la qualité des résultats de l'étude

Une corroboration des informations trouvées sur le registre public des réviseurs d'entreprises a été effectuée en consultant le registre public des pays (ou des Etats) dans lesquels les réviseurs d'entreprises mentionnent avoir une reconnaissance.

Il convient de relever que certains registres publics ne sont accessibles, pour ce qui concerne les personnes physiques, que moyennant le paiement de la recherche d'information auprès de l'organisation dont ils relèvent. Dans ce cas particulier, la confirmation de l'information n'a pas été faite.

Il va de soi qu'il n'est pas possible, au vu de l'ampleur de la tâche, de vérifier le registre public de tous les pays/Etat pour voir si certains réviseurs d'entreprises inscrits sur le registre public belge auraient des reconnaissances ailleurs dont il ne serait pas fait mention dans le registre public belge.

3.3.5. Synthèse des résultats de cette étude en ce qui concerne la reconnaissance des réviseurs d'entreprises dans d'autres Etats membres de l'Union européenne ou dans des pays tiers

Les résultats complets de l'étude effectuée par le Conseil supérieur sont repris ci-après dans le présent rapport annuel.

Une synthèse des informations fournies sur le registre public des réviseurs d'entreprises est également reprise ci-après :

En ce qui concerne les réviseurs d'entreprises (personnes morales), contrairement aux années précédentes¹, aucun cabinet de révision ne mentionne un agrément dans un autre Etat, qu'il soit intra- ou extra-européen.

¹ En 2011, 5 cabinets de révision (BDO/Deloitte/Constantin Van Asbroeck (représentant en Belgique le réseau Kreston International), PKF / PwC) mentionnaient un agrément auprès du PCAOB américain.

En ce qui concerne les réviseurs d'entreprises (personnes physiques), différents agréments dans d'autres Etats membres de l'Union européenne ont été déclarés :

- 18 réviseurs d'entreprises déclarent avoir un agrément au Grand-Duché du Luxembourg;
- 06 réviseurs d'entreprises déclarent avoir un agrément aux Pays-Bas;
- 03 réviseurs d'entreprises déclarent avoir un agrément en France;
- 03 réviseurs d'entreprises déclarent avoir un agrément en Grande-Bretagne (ICAEW);
- 01 réviseur d'entreprises déclare avoir un agrément en Allemagne;
- 01 réviseur d'entreprises déclare avoir un agrément en Roumanie (tant auprès de la «Camera Auditorilor Financiari din România»

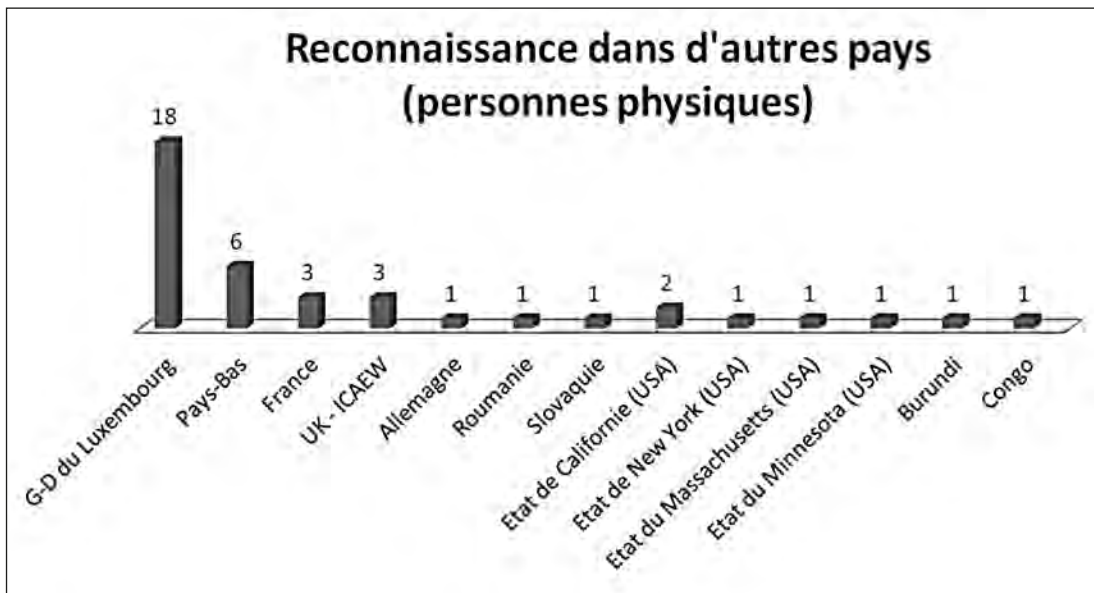
(CAFR) que du «Corpul Expertilor Contabili si Contabililor Autorizati din Romania» (CECCAR));

- 01 réviseur d'entreprises déclare avoir un agrément en Slovaquie (UDVA).

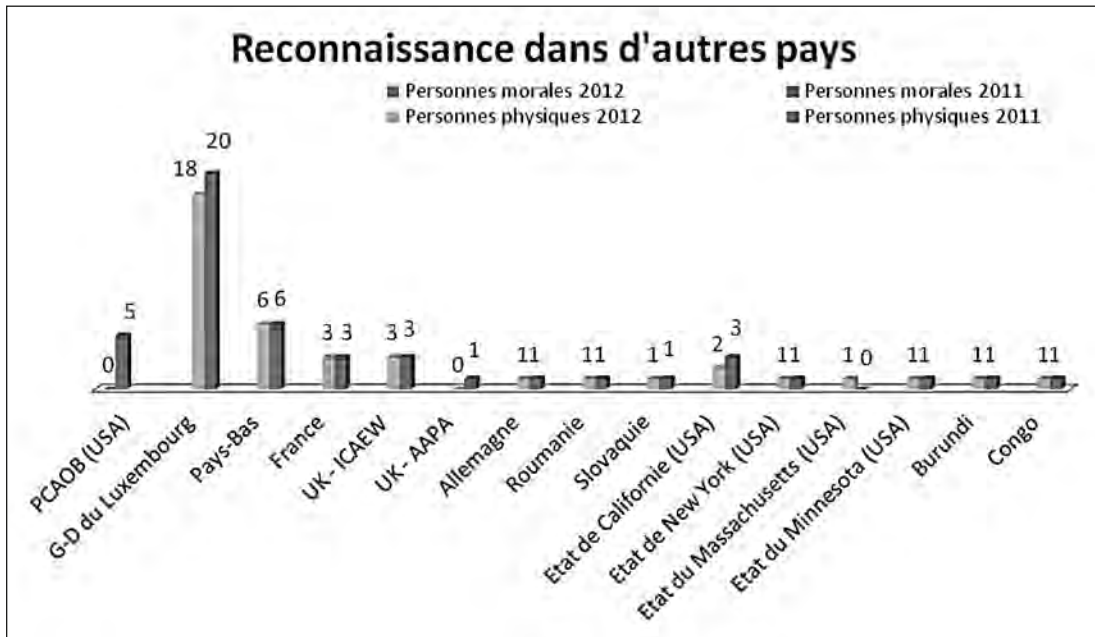
Des agréments dans des pays en dehors de l'Union européenne ont également été déclarés :

- 5 réviseurs d'entreprises déclarent avoir un agrément dans un Etat américain (2 en Californie, 1 à New York, 1 dans le Massachusetts et 1 dans le Minnesota);
- 1 réviseur d'entreprises déclare avoir un enregistrement au Burundi;
- 1 réviseur d'entreprises déclare avoir un agrément au Congo.

D'une manière graphique, ces éléments peuvent être présentés comme suit :



Si on compare l'évolution de la situation par rapport à l'année précédente, il est possible de dégager les tendances suivantes :



Il a été procédé à la corroboration des informations trouvées sur le registre public belge des réviseurs d'entreprises avec les registres publics des pays concernés lorsqu'ils étaient accessibles.

Tous les registres publics ont pu être consultés à l'exception des registres suivants pour lesquels l'information n'a pas été trouvée :

- UK – ICAEW (information possible sur demande moyennant paiement) ;
- UK – AAPA (information possible sur demande moyennant paiement) ;
- Etat de New York / Etat du Massachusetts (information non trouvée sur le site internet) ;
- Roumanie – CAFR (information non trouvée sur le site internet / difficulté en raison de la langue) ;
- Roumanie – CECCAR (information non trouvée sur le site internet / difficulté en raison de la langue) ;
- Slovaquie – UDVA (information non trouvée sur le site internet / difficulté en raison de la langue) ;
- Burundi (registre public non trouvé sur internet) ;
- RD Congo (registre public non trouvé sur internet).

*

*

Pour ce qui concerne les autres registres publics, une distinction est faite selon qu'il s'agit de la reconnaissance de personnes morales ou de personnes physiques :

En ce qui concerne les personnes morales

Au 31 avril 2011, les seules personnes morales ayant une inscription sur un registre public, autre que celui tenu en Belgique, étaient inscrites sur le registre public américain du PCAOB.

Au 31 avril 2012, aucune personne morale ayant une inscription sur le registre public tenu en Belgique ne semble être inscrite sur un autre registre public, à l'aune de l'information fournie sur le registre public belge.

Il ressort du registre public américain du PCAOB qu'à cette même date les cabinets de révision belges suivants figurent sur ledit registre public :

Registre public des cabinets d'audit du PCAOB	
<i>Noms des cabinets d'audit belges</i>	<i>Catégorie</i>
Alaska Antwerpen - Waasland	D
BDO Bedrijfsrevisoren - BDO Réviseurs d'Entreprises	D
Constantin Van Asbroeck	D
Deloitte Bedrijfsrevisoren - Deloitte Réviseurs d'Entreprises	A
Ernst & Young Bedrijfsrevisoren CVBA - Réviseurs d'Entreprises SCRL	A
Grant Thornton, Lippens & Rabaey	B
HLB Dodémont - Van Impe & C°	D
Klynveld Peat Marwick Goedeler Bedrijfsrevisoren civil CVBA/SCRL	B
KPMG Vias	D
Piet H. Vermeeren	D
PKF bedrijfsrevisoren BV o.v.v.e. CVBA	A
PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises	A
RSM Réviseurs d'Entreprises - Bedrijfsrevisoren scrl	D
Van Passel, Mazars & Guerard	D
Vandelanotte Bedrijfsrevisoren CVBA	D

<i>Category Descriptions</i>	
A	Issued an audit report for at least one issuer
B	Issued no audit reports for issuers but played a substantial role in the audit of at least one issuer
C	Issued no audit reports for issuers, and did not play a substantial role in any issuer audits, but issued a report on the financial statements of at least one broker-dealer
D	None of the above
E	Has not yet filed a Form 2 Annual Report

Source : <http://pcaobus.org/Registration/Firms/Pages/RegisteredFirms.aspx>

On relèvera qu'il ressort de l'examen des informations disponibles sur le site internet du PCAOB que :

- 15 cabinets² de révision belges ont demandé l'enregistrement auprès de l'entité de supervision publique américaine. Aucun de ces cabinets de révision ne fait mention de l'enregistrement auprès du PCAOB sous la rubrique *ad hoc* du registre public belge des réviseurs d'entreprises.

2 Parmi les 15 personnes morales belges reprises sur la liste du PCAOB au titre de «Registered Public Accounting Firms with the PCAOB», une ne figure pas sur le registre public des réviseurs d'entreprises.

- 3 cabinets de révision belges figurent sur la liste des cabinets d'audit enregistrés auprès du PCAOB n'ayant pas encore fait l'objet d'une inspection par le PCAOB depuis leur enregistrement. Cette différence s'explique par le fait que les seules sociétés d'audit enregistrées auprès du PCAOB qui font l'objet d'une inspection sont celles qui effectuent réellement des missions d'audit tombant sous le contrôle dudit PCAOB. Seul Ernst & Young Bedrijfsrevisoren / Réviseurs d'Entreprises n'est pas reprise sous la liste du PCAOB en date du 30 juin 2012 alors qu'elle fait partie des cabinets d'audit belges relevant de la Catégorie «A» définie par le PCAOB.

En ce qui concerne les personnes physiques

Les registres publics suivants ont été vérifiés et contiennent une information concordante :

- les 6 réviseurs d'entreprises inscrits sur le registre du Koninklijk Nivra (Pays-Bas) – aucun de ces 6 réviseurs d'entreprises ne figure sur la liste de l'AFM (en charge du contrôle des auditeurs externes chargés de missions dans les EIP);
- les 3 réviseurs d'entreprises inscrits sur le registre public français (CRCC de Douai);
- les 2 réviseurs d'entreprises inscrits sur le registre public du California Board of Accountancy;
- le réviseur d'entreprises inscrit sur le registre public allemand;
- le réviseur d'entreprises inscrit sur le registre public du Minnesota Board of Accountancy;
- le réviseur d'entreprises inscrit sur le tableau des membres de l'Ordre des Experts-comptables de Luxembourg.

Par contre, des discordances ont été observées entre l'information reprise sur le registre public des réviseurs d'entreprises (rubrique *ad hoc*) et le registre public des auditeurs au Luxembourg dans la mesure où 5 réviseurs d'entreprises mentionnent avoir un enregistrement dans ce pays et ne sont pas repris sur la liste arrêtée par l'autorité nationale en charge de la supervision publique des réviseurs d'entreprises au Luxembourg (www.cssf.lu).

Eu égard à la taille du registre public des auditeurs au Luxembourg, une analyse exhaustive a été faite des 227 réviseurs d'entreprises au Luxembourg. Il en ressort :

- qu'aucun réviseur d'entreprises n'est repris sur le registre public grand-ducal sans qu'une information ne figure sur le registre public belge et
- qu'aucun réviseur d'entreprises belge ayant également un enregistrement au Luxembourg n'a omis de mentionner être inscrit sur le registre public belge des réviseurs d'entreprises.

*

* *

Au terme de son étude, le Conseil supérieur des Professions économiques a examiné l'information contenue sur les registres publics des pays dans lesquels des réviseurs d'entreprises déclarent avoir une reconnaissance.

A tout le moins, le Conseil supérieur est interpellé par le fait qu'il a été amené à constater l'existence d'incohérences entre les informations trouvées sur les différents registres publics.

Il importe, de l'avis du Conseil supérieur, qu'une vérification et une corroboration des informations entre les différentes entités en charge de la supervision publique des contrôleurs légaux des comptes au sein de l'Union européenne voie le jour de manière à obtenir l'assurance voulue que le contrôle de qualité et les inspections couvrent également ces activités.

Réviseurs d'entreprises ayant un autre agrément à l'étranger

Disclaimer

Le Conseil supérieur des Professions économiques a effectué cette étude, en prenant toutes les mesures de précaution possibles, au départ d'informations publiques disponibles sur internet en date du 30 avril 2012 et, plus particulièrement, les informations mises à disposition par les structures internationales elles-mêmes (que ce soient des réseaux intégrés ou non), par les réviseurs d'entreprises via leurs sites internet ainsi que la version électronique du registre public des réviseurs d'entreprises belge.

Le Conseil supérieur ne peut cependant garantir que cette étude empirique, effectuée à des fins purement scientifiques, est exempte de toute erreur ou information manquante dans la mesure où elle est fondée exclusivement sur des informations mises à disposition sur internet par les professionnels et les organisations dont ils relèvent.

Le Conseil supérieur ne peut dès lors être tenu pour responsable pour un éventuel préjudice qui, d'une manière ou d'une autre, pourrait être causé par l'utilisation de cette information par quiconque.

Liste des 23 membres du «Forum of firms» en date du 30 avril 2012

Représentants en Belgique parmi les membres de l'IRE

Réviseurs d'entreprises ayant un enregistrement à l'étranger

Réseaux internationaux membres du «Forum of firms»	Réviseur(s) d'entreprises inscrit(s) sur le registre public belge relevant de ce réseau	Autre enregistrement
Crowe Horwath International	Réviseurs d'entreprises (personnes physiques) ayant un autre enregistrement	
	CALLENS Boudewijn	GD Lux (IRE) N° - Germany (IdW) N° 1210401
	CALLENS Philip	GD Lux (IRE) N° 104722
	THEUNISSEN Baudouin	GD Lux (OEC) N° - France (CNCC) N° 36000689

Ernst & Young Global Limited	Réviseurs d'entreprises (personnes physiques) ayant un autre enregistrement	
	GUNS Marc	NL (NIVRA) N° -
	GUS Jaak	NL (NIVRA) N° 5852
IECnet	Réviseurs d'entreprises (personnes physiques) ayant un autre agrément	
	• DGST	
	GUEVAR Bertrand	France (CNCC) N° -
JPA International	Réviseurs d'entreprises (personnes physiques) ayant un autre enregistrement	
	SNAUWAERT Erik	GD Lux (IRE) N° 104562
	VAN CAUTER Willem	GD Lux (IRE) N° -
KPMG International Cooperative	Réviseurs d'entreprises (personnes physiques) ayant un autre enregistrement	
	BERGER Pierre P.	UK (ICAEW) N° -
	DESAIVE Michel	Roumanie (CAFR) N° 39 & CECCAR N° 009/1999)
	JACKERS Götwin	USA (Minnesota) N° 21123
	LELEU Patricia	USA (Californie) N° 81841
	POLLET Vincent (KPMG France)	France (CNCC) N° -
	SIMONS Patrick	NL (NIVRA) N° -
	SNIJKERS Robert	NL (NIVRA) N° -
Moore Stephens International Limited	Réviseurs d'entreprises (personnes physiques) ayant un autre enregistrement	
	• Moore Stephens RSP	
	ALCOVER Pierre	GD Lux (IRE) N° -
	• Moore Stephens AS	
	THUBRON Christopher	UK (ICAEW) N° 6781858
Nexia International	Réviseurs d'entreprises (personnes physiques) ayant un autre enregistrement	
	• VGD International	
	WATERLOOS Bart	Slovaquie (UDVA) N° 1029
PKF International Limited	Réviseurs d'entreprises (personnes physiques) ayant un autre enregistrement	
	CLYBOUW André	GD Lux (IRE) N° 103121

<i>PricewaterhouseCoopers International</i>	<i>Réviseurs d'entreprises (personnes physiques) ayant un autre enregistrement</i>	
	BARTHELEMY Philippe	GD Lux (IRE) N° 33/87
	CATTOIR François	GD Lux (IRE) N° 108201
	HAMBURSIN Hugo	USA (Massachusetts) N° 24610
	VERMOESEN Raynald	GD Lux (IRE) N° 106399

Autres réseaux/structures internationaux(les) implémenté(e)s en Belgique
Représentants en Belgique parmi les membres de l'IRE
Réviseurs d'entreprises ayant un enregistrement à l'étranger

<i>Autres réseaux/structures internationaux(les)</i>	<i>Réviseur(s) d'entreprises inscrit(s) sur le registre public belge relevant de ce(tte) réseau/structure</i>	<i>Autre enregistrement</i>
INAA Group	<i>Réviseurs d'entreprises (personnes physiques) ayant un autre enregistrement</i>	
	CHARLES de la BROUSSE Thibaut	GD Lux (CSSF) N° 103701
PKF International Limited	<i>Réviseurs d'entreprises (personnes physiques) ayant un autre enregistrement</i>	
	CLYBOUW André	GD Lux (IRE) N° 103121
Eura Audit International	<i>Réviseurs d'entreprises (personnes physiques) ayant un autre enregistrement</i>	
	de GHELLINCK VAERNEWIJCK Dominique	GD Lux (IRE) N° -
ACF Group	<i>Réviseurs d'entreprises (personnes physiques) ayant un autre enregistrement</i>	
	KOHNEN Alain	GD Lux (IRE) N° -
	MOREAUX Stéphane	GD Lux (IRE) N° -

Autres réseaux ou petites structures spécifiques à la Belgique
Représentants en Belgique parmi les membres de l'IRE
Réviseurs d'entreprises ayant un enregistrement à l'étranger

<i>Autres réseaux/structures internationaux(les)</i>	<i>Réviseur(s) d'entreprises inscrit(s) sur le registre public belge relevant de ce(tte) réseau/structure</i>	<i>Autre enregistrement</i>
BDK	<i>Réviseurs d'entreprises (personnes physiques) ayant un autre enregistrement</i>	
	DELHOVE Michel	GD Lux (IRE) N° 109437

Réviseurs d'entreprises travaillant seuls

Représentants en Belgique parmi les membres de l'IRE

Réviseurs d'entreprises ayant un enregistrement à l'étranger

Personnes travaillant seules	Réviseur(s) d'entreprises inscrit(s) sur le registre public belge relevant de ce(tte) réseau/structure	Autre enregistrement
	DELAUNAY Stephane BVBA Stephane Delaunay	NL (NIVRA) N° 5873
	DEVAUX Benoît SPRL DEVAUX-Réviseur d'Entreprises	GD Lux (CSSF) N° 108225
	LIPTON David	UK ICAEW) N° 6411873
	ODENT Philippe	Burundi N° A041 RD Congo N° 035/04
	THIERI Jean-Marc	GD Lux (IRE) N° -
	VERMEEREN Piet H.	NL (NIVRA) N° 9953

Réviseurs d'entreprises temporairement empêchés

Représentants en Belgique parmi les membres de l'IRE

Réviseurs d'entreprises ayant un enregistrement à l'étranger

Réviseurs d'entreprises temporairement empêchés	Réviseur(s) d'entreprises inscrit(s) sur le registre public belge relevant de ce(tte) réseau/structure	Autre enregistrement
	DE ROUCK Farah	USA (Californie) N° 84027
	LAGET Lutgard	GD Lux (IRE) N° -
	MORREEL Jan	USA (New York) N° 097663-1
	VELGHE Mieke	USA Californie) N° 80640